



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Patrimoine
culturel
immatériel

Accréditation d'ONG

ICH-09 – Formulaire

Reçu CLT / CIH / ITH

Le

10 JUIN 2014

N°

0489

cm

DEMANDE D'ACCREDITATION D'UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE POUR ASSURER DES FONCTIONS CONSULTATIVES AUPRES DU COMITE

DATE LIMITE 31 MAI 2014

Les instructions pour remplir la demande sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante :

<http://www.unesco.org/culture/ich/fr/formulaires/>

1. Nom de l'organisation

1. a. Nom officiel

Veuillez indiquer la dénomination officielle complète de l'organisation, dans sa langue d'origine, telle qu'elle apparaît dans les pièces justificatives établissant sa personnalité juridique (8.b ci-dessous).

ASOCIACIÓN PARA LA DEFENSA DE LOS DERECHOS DEL ANIMAL, ADDA

1. b. Nom en français ou anglais

Veuillez Indiquer la dénomination de l'organisation en français ou en anglais.

Association pour la défense des droits de l'animal, ADDA

2. Coordonnées de l'organisation

2. a. Adresse de l'organisation

Veuillez indiquer l'adresse postale complète de l'organisation, ainsi que les coordonnées complémentaires telles que le numéro de téléphone ou du fax, l'adresse électronique, le site Web, etc. L'adresse postale indiquée doit être celle où l'organisation exerce son activité, quel que soit son lieu de domiciliation juridique (voir point 8).

Organisation : Ong ADDA

Adresse :

[REDACTED]

Numéro de
téléphone :

(+34) 459 16 01

Adresse
électronique :

adda@addaong.org

Site web :

www.addaong.org

Autres informations
pertinentes :

Fax (+34) 459 16 74

2.b Personne à contacter pour la correspondance

Donnez le nom, l'adresse complète et tout autre renseignement du responsable à qui toute correspondance concernant la candidature peut être adressée.

Titre (Mme/M., etc.) :	
Nom de famille :	
Prénom :	
Institution/fonction :	
Adresse :	
Numéro de téléphone :	+
Adresse électronique :	
Autres informations pertinentes :	

3. Pays où l'organisation est active

Indiquez le/les pays où l'organisation exerce ses activités. Si elle œuvre uniquement dans un seul pays, veuillez préciser lequel. Si ses activités sont internationales, indiquez si elle opère au niveau mondial ou dans une ou plusieurs régions, et listez les pays principaux où elle mène ses activités.

☒ national
☒ international (veuillez préciser :)
☐ dans le monde entier
☐ Afrique
☐ États arabes
☐ Asie & Pacifique
☐ Europe & Amérique du Nord
☐ Amérique latine & Caraïbes
Veuillez énumérer le/les principal(aux) pays où elle est active:
Espagne et pays membres de l' Union Européenne

4. Date de sa création ou durée approximative de son existence

Veuillez indiquer quand l'organisation a été créée.

1976

5. Objectifs de l'organisation

Veillez décrire les objectifs pour lesquels l'organisation a été créée et qui doivent être « en conformité avec l'esprit de la Convention » (Critère C). Si les objectifs principaux de l'organisation sont autres que la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, expliquez en quoi l'objectif de sauvegarde est lié à ses objectifs à plus grande échelle.

350 mots maximum ; veuillez ne pas joindre des informations complémentaires.

Depuis sa création, en 1976, ADDA a pour mission de dénoncer et mettre fin à la cruauté envers les animaux à travers des informations et des enseignements qui encouragent le respect, la protection et les attitudes éthiques de la société civile envers les animaux. ADDA défend aussi l'éducation au respect de la protection de la nature et la biodiversité. Ses objectifs sont décrits dans sa Charte. C'est une ONG indépendante, apolitique, reconnue d'Utilité Publique le 31 juillet 1981 par ordre du Conseil des Ministres espagnol. Elle est inscrite dans le Registre Général d'Associations espagnol et catalan.

6. Activités de l'organisation en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

Les points 6.a. à 6.c. sont essentiellement destinés à montrer que l'ONG satisfait au critère consistant à « avoir des compétences, des qualifications et l'expérience avérées en matière de sauvegarde (telle que celle-ci est définie dans l'article 2.3 de la Convention) du patrimoine culturel immatériel se manifestant entre autres dans un ou plusieurs domaines spécifiques » (Critère A).

6.a. Domaine(s) où l'organisation est active

Cochez une ou plusieurs cases pour indiquer les domaines principaux où l'organisation est la plus active. Si ses activités se rapportent à d'autres domaines que ceux énumérés, cochez « autres domaines » et indiquez les domaines concernés.

- ☐ traditions et expressions orales
- ☐ arts du spectacle
- ☒ pratiques sociales, rituels et événements festifs
- ☒ connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers
- ☐ savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel
- ☐ autres domaines – veuillez préciser :

6.b. Activités principales de sauvegarde dans lesquelles l'organisation est impliquée

Cochez une ou plusieurs cases pour indiquer les principales activités de sauvegarde de l'organisation. Si ses activités impliquent des mesures de sauvegarde non énumérées ici, cochez « autres mesures de sauvegarde » en précisant lesquelles.

- ☒ identification, documentation, recherche (y compris le travail d'inventaire)
- ☒ préservation, protection
- ☐ promotion, mise en valeur
- ☒ transmission, éducation formelle et non formelle
- ☐ revitalisation
- ☐ autres mesures de sauvegarde – veuillez préciser :

6. c. Description des activités de l'organisation

Les organisations qui font une demande d'accréditation doivent décrire brièvement leurs activités récentes et leur expérience en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Donnez des informations sur le personnel et les membres de l'organisation, décrire leurs compétences et qualifications dans le domaine du patrimoine culturel immatériel et expliquer comment elles les ont acquises. La documentation justifiant ces activités et ces compétences peut être présentée, si nécessaire, au point 8.c. ci-dessous.

750 mots maximum ; veuillez ne pas joindre des informations complémentaires.

ADDA mène depuis sa création en 1976 de vastes campagnes visant à informer et sensibiliser le public contre la cruauté et la maltraitance envers les animaux domestiques ou sauvages, utilisés par l'homme. Elle organise depuis 10 ans un Salon pour le bien-être et la défense des animaux de compagnie abandonnés, Animaladda, à Barcelone, pour donner en adoption les chiens et les chats recueillis dans les refuges. ADDA édite depuis 1991, une revue semestrielle spécialisée dans la défense des animaux et la nature, « ADDA Defiende los Animales » (ADDA défend les animaux), la seule revue sous forme imprimée qui existe actuellement en langue espagnole. ADDA édite et distribue dans les écoles primaires de la Catalogne des livres pour que les enfants prennent conscience du respect et la tendresse que méritent les animaux de compagnie et la protection des mers et océans. Elle organise et propose aux communes qui le souhaitent une exposition itinérante – « Sauvons nos océans », unique et gratuite, pour alerter sur l'impact du changement climatique, la pollution et la surpêche sur la vie marine.

ADDA a un programme radiophonique hebdomadaire qui s'émet en Catalogne et Andorre : « La Voix des animaux et la nature ».

En 2012, ADDA a édité et distribué le livre écrit par la Présidente, Carmen Méndez López, « Tauromachie : le mal culturel ».

Membres : ADDA se régit par une charte, l'Assemblée générale, et le Bureau composé par une Présidente, 2 vice-présidents, une secrétaire, un trésorier et 4 membres. Toutes les personnes qui le composent, ne perçoivent pas de rémunération, conformément à l'article 13 de la Charte

7. Les expériences de l'organisation en coopération avec les communautés, les groupes et les praticiens du patrimoine culturel immatériel

Le Comité évalue si l'ONG qui fait une demande d'accréditation « coopère, dans un esprit de respect mutuel avec les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus créant, pratiquant et transmettant le patrimoine culturel immatériel » (Critère D). Décrivez brièvement ici ces expériences.

350 mots maximum ; veuillez ne pas joindre des informations complémentaires.

ADDA coopère avec d'autres associations et groupes de protection animale et de défense de l'environnement, tant nationaux que internationaux. Elle intervient auprès des pouvoirs publics, locaux, nationaux et l'Union Européenne pour modifier et renforcer la réglementation visant à garantir le bien-être de tous les animaux, et la protection et la conservation de la nature et la biodiversité.

8. Documentation sur les capacités opérationnelles de l'organisation

*Les Directives opérationnelles (paragraphe 97) exigent qu'une organisation demandant une accréditation soumette des documents éprouvant qu'elle possède les capacités opérationnelles énoncées au Critère E. Ces pièces justificatives peuvent revêtir plusieurs formes, selon le régime juridique en vigueur de chaque pays. Les documents présentés doivent être traduits si possible en français ou en anglais dans le cas où les originaux seraient dans une autre langue. **Veuillez identifier clairement les pièces justificatives avec le(s) point(s) (8.a, 8.b ou 8.c) auxquels elles se réfèrent.***

8.a. Membres et personnel

La preuve de l'implication des membres de l'organisation telle que demandée au critère E (i) peut prendre des formes aussi diverses qu'une liste des directeurs, une liste du personnel et des statistiques sur la quantité et les catégories de membres ; une liste complète des membres, n'est en principe, pas nécessaire.

Veuillez présenter les pièces justificatives, en les identifiant « point 8.a »

8.b. Personnalité juridique reconnue

Si l'organisation a une charte, des articles de constitution, un règlement intérieur ou un document de création équivalent, un exemplaire doit être joint. Si, dans le cadre de la législation nationale en vigueur, l'organisation a une personnalité juridique reconnue par des moyens autres qu'un acte de constitution, veuillez fournir les pièces justificatives (par exemple, par la publication d'une annonce dans une gazette ou un journal officiel) montrant comment cette personnalité juridique a été établie.

Veuillez présenter les pièces justificatives, en les identifiant « point 8.b »

8.c. Durée d'existence et activités

Si cela n'est pas déjà clairement indiqué dans les documents fournis au point 8.b. veuillez présenter les pièces justificatives prouvant que l'organisation existe depuis au moins quatre ans lors de sa demande d'accréditation. Veuillez présenter les documents montrant qu'elle a mené des activités de sauvegarde appropriées durant cette période, y compris celles décrites au point 6.c ci-dessus. Des documents supplémentaires tels que des livres, des CD, des DVD ou des publications similaires ne peuvent être pris en compte et ne doivent pas être soumis.

Veuillez présenter les pièces justificatives, en les identifiant « point 8.c »

9. Signature

Le formulaire doit inclure le nom et la signature de la personne habilitée à signer au nom de l'organisation qui demande l'accréditation. Les demandes sans signature ne peuvent être prises en considération.

Nom : Carmen Méndez López

Titre : Présidente

Date : 30 Mai 2014

Signature :



ESTATUTOS

POR LOS QUE HA DE REGIRSE LA "ASOCIACIÓN PARA LA DEFENSA DE LOS DERECHOS DEL ANIMAL, ADDA."

- TÍTULO I -

- De la Asociación en General -

Artículo Primero. - Se constituye en Barcelona una asociación que se denominará Asociación para la Defensa de los Derechos del Animal, ADDA, cuyo ámbito comprende todo el territorio español y la cual se regirá por la vigente Ley de Asociaciones y por los presentes Estatutos. **La asociación es una ONG, apolítica, independiente y sin ánimo de lucro, declarada de Utilidad Pública por orden del Consejo de Ministros de fecha 31 de julio del año 1981 e inscrita en el Registro General de Asociaciones, Sección Primera, nº 19.380.**

Artículo Segundo. - Serán los fines de la Asociación:

- a) **Fomentar el buen trato y respeto a todos los animales en general; atendiendo de cualquier forma legal a su protección, defensa y bienestar.**
- b) **Igual finalidad en cuanto a la Naturaleza en general.**
- c) **Divulgar la necesidad de desterrar los crueles hábitos de violencia y destrucción para con los animales y la Naturaleza, procurando que en todo el ámbito de nuestra Sociedad se establezca el grado mínimo de sensibilidad que cabe esperar en este aspecto del hombre civilizado y contribuir, de esta manera, (a la aclaración) al incremento del nivel cultural de nuestro país, al igual que sucede en las naciones más adelantadas del mundo.**
- d) **Promover y llevar a cabo las actividades adecuadas en los campos benéficos, sanitario, educativo y cultural en orden a encauzar la sensibilidad del Hombre por la vía de un comportamiento ético en sus relaciones con los Animales.**
- e) **Prestar a las autoridades ya sean locales, autonómicas o estatales, toda la colaboración que esté al alcance de la Asociación en todo aquello que pueda representar un mejor trato a favor de los animales y de la Naturaleza, velando incluso para que hagan cumplir la legislación vigente sobre la materia, lo que en lógica consecuencia contribuirá a reducir los perjuicios que pudieran derivarse para las personas sensibles al tener que soportar, o presenciar, situaciones de maltrato.**
- f) **Colaborar con aquellas Sociedades, Empresas y Organizaciones de carácter benéfico, sanitario, cultural y educativo que, de algún modo, pueden**



ejercer funciones orientativas de la sensibilidad en las relaciones del hombre con los animales y las plantas.

g) Impulsar y colaborar con cualquier iniciativa tendente a introducir en la enseñanza oficial, pública y privada y en los medios de comunicación en general, la difusión y el fomento del respeto para los animales y plantas.

h) Exigir que en (la supresión) el inevitable sacrificio de animales, sean de compañía, **destinados al consumo humano o la experimentación**, se apliquen las más adelantadas técnicas de la eutanasia, denunciando **ante las autoridades competentes y la opinión pública** aquellos casos en que se haya producido una evidente crueldad y maltrato según este precepto.

i) Estimular mediante concursos y la concesión de premios adecuados, la tendencia al respeto natural por todo lo creado y el comportamiento protector y responsablemente controlador en el ambiente particular de cada una de las formas de vida en sus diferentes manifestaciones.

j) **Propugnar y contribuir al establecimiento de una legislación justa y actualizada, ya sea a nivel de ordenanzas municipales, leyes autonómicas o a nivel nacional, y a la transposición de las Directivas de la Unión Europea en favor de la defensa y bienestar de los animales en general.**

k) Divulgar y procurar que se apliquen soluciones eficaces a los problemas referentes a la repoblación forestal, **prevención de incendios** y a la conservación de la Naturaleza.

l) En el desarrollo de sus actividades y para conseguir la mayor eficacia posible, la Asociación podrá organizar conferencias, sesiones de trabajo, cursillos de divulgación, proyecciones, concursos y otros actos sociales y recreativos, sometiéndose en cada caso a lo que disponga la legislación vigente.

Artículo Tercero. - La Sede Social de la Asociación radicará en la ciudad de Barcelona (08037), calle de Bailén, nº 164, bajos. Podrán crearse Delegaciones Colaboradoras y tener otros locales y oficinas **en la misma ciudad o en otras ciudades españolas**, previo acuerdo de la Junta Directiva, la cual tendrá plenas atribuciones para cambiar el domicilio de la Sede Central y de los demás locales con que cuenta la Asociación, dando cumplimiento, en todo caso, a lo dispuesto en la legislación vigente sobre este particular.

Artículo Cuarto. - La Asociación desarrollará sus actividades a través de su Sede Central y en las oficinas que estime abrir en el resto del territorio español, **independientemente de las Delegaciones Colaboradoras que puedan constituirse**. Podrá asimismo desarrollar actividades en colaboración con Entidades de otros países de carácter internacional. **Las Delegaciones Colaboradoras vendrán reguladas dentro del Reglamento de Régimen Interior.**

Artículo Quinto. - La asociación tendrá duración indefinida y sólo podrá disolverse por acuerdo de la Junta General Extraordinaria convocada con esta finalidad y por cualquiera de las causas previstas por la Ley.

Artículo Sexto. - La Junta Directiva será el órgano competente para interpretar los preceptos contenidos en estos Estatutos y cubrir sus lagunas o



defectos, siempre de acuerdo con las disposiciones legales vigentes en materia de Asociaciones.

Los presentes Estatutos serán desarrollados y cumplidos mediante acuerdos que válidamente adoptan la Junta Directiva y la Asamblea General dentro de sus respectivas competencias.

- TÍTULO II -

De los órganos Directivos y de la forma de Administración

Artículo Séptimo. - El gobierno y administración de la Asociación correrá a cargo de la Asamblea General y de la Junta Directiva.

Capítulo I De la Asamblea General

Artículo Octavo. - La Asamblea General, integrada por todos los socios, es el órgano supremo de la Asociación y se reunirá siempre que lo acuerde la Junta Directiva, por propia iniciativa o porque lo solicita la décima parte de los socios. Obligatoriamente la Asamblea General deberá ser convocada en sesión ordinaria una vez al año, **dentro del primer trimestre del año**, para aprobar el plan general de actuación de la Asociación, censurar la gestión de la Junta Directiva, aprobar en su caso, los presupuestos anuales de ingresos y gastos así como el estado de cuentas correspondiente al año anterior.

Artículo Noveno. - La Asamblea General se reunirá en sesión extraordinaria cuando lo exijan las disposiciones vigentes o así lo acuerde la Junta Directiva, en atención a los asuntos que deban tratarse, y, en todo caso, para conocer las siguientes materias: disposición o enajenación de bienes, **muebles e inmuebles**, nombramiento de Junta Directiva, modificación de Estatutos y disolución de la Asociación.

Artículo Décimo. - Las convocatorias de las Asambleas Generales, tanto ordinarias como extraordinarias, serán hechas por escrito expresando el lugar, fecha y hora de la reunión, así como el Orden del Día. En cuanto a los plazos que deben mediar entre la Convocatoria y la celebración de la Asamblea, se estará a lo dispuesto por la legislación vigente.

Artículo Decimoprimer. - Las Asambleas Generales, tanto ordinarias como extraordinarias, quedarán válidamente constituidas en primera convocatoria cuando concurren a ellas, presentes o representados, la mayoría de los asociados y, en segunda convocatoria, cualquiera que sea el número de asociados concurrentes.

La representación deberá otorgarse por escrito para una sola Asamblea determinada, mediante carta dirigida al presidente de la Entidad, indicando el nombre y apellidos de la persona en quien se delega, la cual necesariamente deberá reunir la condición de socio. Ningún asociado podrá ostentar más de treinta representaciones en una Asamblea.



Artículo Decimosegundo.- Los acuerdos de las Asambleas Generales se adoptarán por mayoría de votos. Ello no obstante, será necesario el voto favorable de las dos terceras partes de los asociados, presentes o representados, para adoptar acuerdos en Asamblea General Extraordinaria sobre: disposición o enajenación de bienes, nombramiento de Juntas Directivas, modificación de los Estatutos y disolución de la Asociación. **El voto del asociado presente o de los que ostente representación, sólo tendrá validez si quien los representase estuviese al corriente de las cuotas o no incurriese en él expediente pendiente de resolución.**

- **Capítulo II** -
- **De la Junta Directiva** -

Artículo Decimotercero.- La Junta Directiva estará formada por un Presidente, un Vicepresidente **Primero**, un Vicepresidente **Segundo**, un Secretario, un Vicesecretario, un Tesorero y cuatro vocales **numerados del uno al cuatro**; cargos todos que deberán recaer en socios que llevan, por lo menos, **dos años** de antigüedad en la Asociación. **Al ser la asociación independiente y apolítica ningún representante político en activo podrá ostentar cargo dentro de la Junta Directiva. Al ser la participación de los cargos en la Junta voluntarios y desinteresados no tendrán remuneración alguna. Podrán, no obstante, resarcirse de los gastos de representación o habidos, siempre que estén debidamente justificados.**

Artículo Decimocuarto.- Los cargos que componen la Junta Directiva son gratuitos, **voluntarios y desinteresados** y serán elegidos en Asamblea General (extraordinaria) por un período de cuatro años, pudiendo ser objeto de reelección indefinidamente.

Cada dos años, la mitad de los cargos de la Junta Directiva se pondrán, por turnos, a la disposición de la Asamblea para su reelección o renovación. En un primer turno serán renovados: el Vicepresidente Primero, el tesorero, el Secretario y los Vocales uno y tres. En un segundo turno lo serán: el Presidente, el Vicepresidente Segundo, el Vicesecretario y los Vocales dos y cuatro.

Por tal motivo el mandato de los cargos de la Primera Junta Directiva elegida que deben efectuar su renovación en el primer turno tendrán, excepcionalmente, una duración de dos años

Artículo Decimoquinto.- Es función de la Junta Directiva programar y dirigir las actividades sociales y llevar la gestión administrativa y económica de la Asociación, someter a la aprobación de la Asamblea General el presupuesto anual de ingresos y gastos, así como el estado de cuentas del año anterior.

Será potestad de la Junta Directiva establecer las cuotas, sus clasificaciones y forma de cobro. El personal administrativo, si lo hubiese, será nombrado por la Junta Directiva que acordará su ingreso y cese según necesidades y retribución.

Artículo Decimosexto.- La Junta Directiva celebrará sus sesiones cuantas veces lo determine el Presidente o el Vicepresidente **Primero**, a iniciativa propia o a



petición del cincuenta por ciento de sus componentes. Será presidida por el Presidente y, en su ausencia, por el Vicepresidente **Primero o Segundo**, o el Secretario o **Vicesecretario**, por este orden, y, a falta de ellos por el miembro de la Junta que tenga más edad.

Para que los acuerdos de la Junta Directiva sean válidos deberán ser adoptados por mayoría de votos de los asistentes, siendo necesaria la concurrencia, al menos, **del cincuenta por ciento de los cargos existentes. En caso de empate, el voto del Presidente será dirimente.** De los acuerdos tomados, el Secretario, o en su defecto el **Vicesecretario**, levantará acta, que se transcribirá al Libro de Actas.

Artículo Decimoséptimo.- El Presidente de la Junta Directiva, que lo es además de la Asociación, asume la representación legal de la misma y ejecutará los acuerdos adoptados por la Junta Directiva y la Asamblea General, presidiendo las sesiones que celebre una y otra.

Tendrá, además, las siguientes atribuciones:

- a) Convocar y levantar las sesiones que celebre la Junta Directiva y las Asambleas, General y **Extraordinaria**, dirigir las deliberaciones de una y otra, decidiendo con voto **dirimente** en caso de empate.
- b) Proponer el plan de actividades de la Asociación a la Junta Directiva, impulsando y dirigiendo sus tareas.
- c) Ordenar los pagos acordados validamente.
- d) **La Junta Directiva, en razón de una mayor agilidad, podrá otorgar poderes generales al presidente con las salvedades que rigen en estos Estatutos.**

Artículo Decimoctavo.- El Vicepresidente asistirá al Presidente en sus funciones y le substituirá en los casos de vacantes, enfermedad o **ausencia. Y en ausencia de éste el Vicepresidente Segundo**

Artículo Decimonoveno.- El Secretario recibirá y tramitará las solicitudes de ingreso, llevará el fichero y el Libro de Registro de socios y tendrá a su cargo la dirección de los trabajos administrativos de la entidad. Le auxiliará en sus funciones y substituirá en sus ausencias el Vicesecretario.

Incumbirá de manera concreta al Secretario y, en su caso, al Vicesecretario, velar por el cumplimiento de las disposiciones vigentes en materia de asociaciones, custodiando la documentación oficial de la entidad y haciendo que se cursen **a las administraciones** las comunicaciones sobre designación de Junta Directiva, acuerdos de Asambleas Generales Ordinarias y Extraordinarias, cambios de domicilios, formalización de estado de cuentas y aprobación de los presupuestos anuales y **otras disposiciones oficiales.**

Artículo Vigésimo.- El Tesorero dirigirá la contabilidad de la Asociación, tomará razón y llevará cuenta de los ingresos y de los gastos sociales, interviniendo todas las operaciones de orden económico, recaudará y custodiará los fondos pertenecientes a la Asociación y dará cumplimiento a las órdenes de pago que expida el Presidente.

Formalizará el presupuesto anual de ingresos y gastos así como el estado de cuentas del año anterior que deben ser presentados a la Junta Directiva para que ésta, a su vez, los someta a la aprobación de la Asamblea General.



Artículo Vigésimoprimer.- Cada uno de los componentes de la Junta Directiva tendrá los deberes propios de su cargo, así como los que nazcan de las Delegaciones o Comisiones que la propia Junta les encomiende **o constituya**. Los miembros de la Junta Directiva presidirán las Comisiones que la propia Junta acuerda constituir, con el fin de delegar en ellas la preparación de determinados actos o actividades, o de recabar de las mismas las informaciones necesarias. Formarán parte, además, de dichas Comisiones el número de **componentes** que acuerde la Junta Directiva, a propuesta de sus respectivos presidentes **de las Delegaciones o Comisiones**

Cuando las necesidades lo aconsejen, la Junta Directiva podrá acordar que las Comisiones se desdoblén en Subcomisiones.

CAPITULO III

De las Juntas Locales Delegadas, JLD

Artículo Vigésimosegundo.- Cuando la Junta Directiva de la Asociación lo crea conveniente podrá nombrar Juntas Locales Delegadas, **JLD**, Delegados o Representantes en cada **Comunidad Autónoma**, provincia **o localidad**, que actuarán en representación de aquella y seguirán las políticas, acciones y campañas trazadas por la Junta Directiva.

El Reglamento de Régimen Interior establecerá el número de componentes de dichas Juntas, las atribuciones delegadas de que están investidas, el sistema de funcionamiento, adopción de acuerdos **y disolución** de las mismas. **Todos los actos contables tendrán que quedar centralizados a través de la Sede Central y de su propio NIF.**

TITULO III

De los Socios, sus derechos y deberes

Artículo Vigésimotercero.- Podrán ser **socios** de la asociación las personas, mayores de edad, que de alguna manera tengan interés en servir los fines de la misma y sean admitidas por la Junta Directiva, la cual podrá otorgar el nombramiento de miembro **honorario o Socio de Honor** a las personas que estime oportuno, a título meramente honorífico, sin que ello lleve consigo la condición jurídica de socio; los **galardones honoríficos** podrán ser **revocados por la Junta Directiva en caso de actuaciones posteriores que contravengan los fines de la asociación**, abriéndose un expediente para ello.

Existirán, también, **miembros colaboradores** que podrán ayudar al desarrollo de la asociación tanto a través de su **aportación económica como ayuda voluntaria, sin derecho a voto.**

Artículo Vigésimocuarto.- Quienes deseen pertenecer a la Asociación lo solicitarán por escrito al Presidente, directamente o a través de las Juntas Locales Delegadas, **JLD**, mediante el modelo de solicitud creado por ADDA para tal fin y serán conocedoras, aceptándolo, del manifiesto programático de la asociación. El Presidente dará cuenta a la Junta Directiva que resolverá sobre la admisión o no-admisión del aspirante a socio, sin que quepa recurso alguno contra su acuerdo.



No se adquiere la condición de socio, ni sus derechos, mientras no se satisfagan las cuota de entrada, si existe, y de socio, en la cuantía y formas que establezca la Junta Directiva.

Artículo Vigésimoquinto.- Los socios podrán solicitar su baja en la asociación voluntariamente, pero ello no les eximirá de satisfacer las obligaciones que tengan pendientes para con ella.

La Junta Directiva podrá **dar de baja** de la Asociación a aquellos socios que cometan actos que los hagan indignos de seguir perteneciendo a la misma. La separación será precedida de expediente en el que deberá ser oído el interesado, y contra el acuerdo de la Junta Directiva cabrá recurso ante la primera Asamblea General que se celebre.

Pierden la condición de socio quienes no satisfagan las cuotas después del requerimiento de su morosidad.

Artículo Vigésimosexto.- Los socios de número de la Asociación tendrán los siguientes derechos:

- a) Participar en las actividades culturales que promueva la Asociación y en los actos sociales que organice para todos los socios.
- b) Ejercitar el derecho de voz y voto en las Asambleas **Generales y Extraordinarias si están al corriente de sus cuotas.**
- c) **Formar parte de la** Junta Directiva en la forma que prevean estos Estatutos.
- d) Poseer un ejemplar de estos Estatutos y estar informados, si lo desean, de los acuerdos adoptados por los órganos directivos **previa su solicitud por escrito.**
- e) Que se les ponga de manifiesto el estado de cuentas de los ingresos y gastos de la Asociación **previa solicitud por escrito.**

Artículo Vigésimoséptimo.- Serán obligaciones de todos los socios:

- a) Acatar los presentes Estatutos y los Acuerdos válidamente adoptados por la Asamblea General y por la Junta Directiva.
- b) Abonar las cuotas de entradas, **si existen**, y las periódicas que acuerde la Junta Directiva.
- c) Desempeñar fielmente las obligaciones inherentes al cargo que desempeñan.

Artículo Vigésimooctavo.- Los socios podrán ser sancionados por la Junta Directiva por infringir reiteradamente los presentes Estatutos o los acuerdos de la Asamblea General o de la Junta Directiva. Las sanciones pueden comprender desde la suspensión de sus derechos durante un mes hasta la **baja** definitiva de la Asociación en los términos que previene el artículo vigésimoquinto.

TÍTULO IV

Del Régimen Económico



Artículo Vigésimonoveno.- La Asociación posee un patrimonio de bienes muebles e inmuebles, que se valora euros, que figura en documento adjunto de fecha 31 de diciembre del año 2001

Artículo Trigésimo.- Los recursos económicos previstos para el desarrollo de las actividades sociales serán los siguientes:

- a) Las cuotas de entrada que señale la Junta Directiva.
- b) Las cuotas periódicas que acuerde la misma. Para socios y miembros colaboradores
- c) Los productos de los bienes y derechos que le correspondan, así como las subvenciones, **herencias**, legados y donaciones que puedan recibir de forma legal.
- d) Los ingresos que obtenga la Asociación mediante las actividades lícitas que acuerde realizar la Junta Directiva siempre dentro de los fines estatutarios.
- e) Los donativos procedentes del Rastrillo

Artículo Trigésimoprimer.- La administración de los fondos de las Asociación se llevará a cabo con la información suficiente, a fin de que los socios puedan tener conocimiento periódicamente, **a través de las Asambleas Generales**, de la utilización de los mismos, sin perjuicio del derecho consignado a este respecto en el apartado e) del artículo vigésimosexto de estos Estatutos.

TÍTULO V

De la disolución de la Asociación

Artículo Trigésimosegundo.- La Asociación se disolverá por voluntad de los socios, por las causas determinadas en el artículo 39 del Código Civil y por **sentencia** (audiencia) judicial. En el primero de estos tres casos será necesario el acuerdo adoptado en la Asamblea General Extraordinaria con el voto favorable de dos terceras partes de los socios presentes y representados, de conformidad con lo dispuesto decimosegundo de los presentes Estatutos.

Artículo Trigésimotercero.- En caso de disolverse la Asociación ADDA, la Asamblea General que acuerde la disolución nombrará una Comisión Liquidadora, compuesta por cinco miembros extraídos de la Junta Directiva, la cual **preparará todos los actos administrativos que sean necesarios y una vez completado este dossier se convocará de nuevo Asamblea General Extraordinaria, tantas veces como sea necesario, para ratificar, rechazar o modificar lo propuesto por la Junta Liquidadora. Una vez ratificada la propuesta, ésta se hará cargo de los fondos que existan y del patrimonio, para que satisfechas las obligaciones, el remanente, si lo hubiera, sea repartido por igual entre seis asociaciones y/o federaciones -excluyendo a las Fundaciones- legalmente constituidas, sin ánimo de lucro, ya sean nacionales o extranjeras o internacionales, en las que concurren principios afines a ADDA que cuenten con una antigüedad mínima de actividad no interrumpida de diez años. Tres de ellas pueden estar dedicadas a la protección de los animales de compañía siempre que acrediten que no matan a sus residentes salvo en casos de**



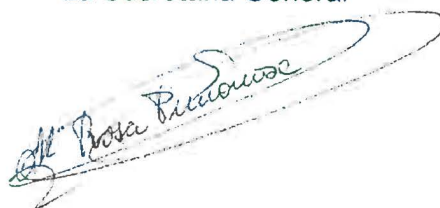
accidente, enfermedad y peligrosidad irreversible, y las otras tres restantes dedicadas a la defensa y bienestar animal, tan a afines como sea posible a los Estatutos de ADDA.

ANEXO. A este documento de modificación y actualización de Estatutos se acompaña CERTIFICADO de la titularidad de Utilidad Pública y estado balance de situación a fecha 31 de diciembre del año 2001.

Dña María Rosa Pruñonosa Pallarés, Secretaria de la Asociación para la Defensa de los Derechos del Animal, ADDA, CERTIFICA que los presentes estatutos modificados y actualizados, fueron aprobados en la Asamblea General Extraordinaria celebrada en Barcelona el día nueve de febrero del año dos mil dos.

Vº Bº La Presidenta

La Secretaria General





PRACTICADA LA INSCRIPCIÓN CORRESPONDIENTE
EN LA FOLIA 19380
LA DOCUMENTACIÓN DEPOSITADA EN EL
REGISTRO NACIONAL DE ASOCIACIONES.
MADRID, 18 FEB. 2003

EL JEFE DE LA SECCIÓN

[Handwritten signature]

MARÍA INMACULADA BEL DOBLAS



MINISTERIO
DEL INTERIOR

MINISTERIO DEL INTERIOR
Asociaciones

11 ENE. 2001

SALIDA Nº: 192

SECRETARIA
GENERAL TECNICA

Domicilio Postal: C/ Amador de los
Ríos, 7.- 28071 Madrid.
Tfno: 91 / 537.25.28

UP/19.380/SC

El día 26 de junio de 2000 se presentó en este Ministerio la documentación a que se refiere el artículo 5º.1 del Real Decreto 1786/1996, de 19 de julio, sobre procedimientos relativos a asociaciones de utilidad pública (B.O.E. de 29.08.96), correspondiente a la asociación de utilidad pública denominada **ASOCIACIÓN PARA LA DEFENSA DE LOS DERECHOS DEL ANIMAL**, como rendición anual de cuentas del ejercicio de 1999.

Examinado su contenido, como el de los documentos aportados posteriormente a requerimiento de este Departamento, y comprobada su adecuación a la normativa vigente, por esta Secretaría General Técnica, en virtud de delegación del Excmo. Sr. Ministro conferida por Orden de 30.11.98 (B.O.E. de 9.12.1998), se acuerda el depósito de las cuentas en el Registro Nacional de Asociaciones, a efectos de constancia y publicidad, conforme determina el artículo 5º.4 del Real Decreto citado, comunicándose al Ministerio de Economía y Hacienda.

Lo que le notifico a Vd., informándole que este acuerdo pone fin a la vía administrativa, y contra el mismo cabe interponer potestativamente recurso de reposición ante esta Secretaría General Técnica, en el plazo de un mes, o formular recurso contencioso-administrativo ante la Audiencia Nacional, dentro de los dos meses siguientes a esta notificación.

Madrid, 8 de enero de 2001.
EL SECRETARIO GENERAL TÉCNICO,




Fernando Benzo Sáinz.

SR. PRESIDENTE DE LA ASOCIACIÓN PARA LA DEFENSA DE LOS DERECHOS
DEL ANIMAL.

Bailén, 164, bajos
08037 - BARCELONA